

ves, d'améliorations, d'accumulation de capitaux. Et nous sommes pour cela; nous ne voulons rien changer là.

Or, si ceci est vrai, monsieur le président, pour chaque personne, chaque famille, chaque institution, chaque compagnie, chaque corporation ou coopérative communautaire, chaque municipalité, chaque province, chaque caisse populaire, c'est vrai également pour la Banque du Canada.

Je crois que si on le voulait, avec la bonne volonté de l'honorable ministre, nous pourrions améliorer cette situation économique lamentable qui demande à être réformée, à être rajustée, équilibrée, mise au pas de l'évolution normale et scientifique qui se produit présentement.

La Banque du Canada, monsieur le président, est la créature du Parlement. Elle a une mission spéciale à remplir dans toute l'économie nationale du Canada, et cette mission lui a été confiée par le Parlement du Canada.

Je ne discuterai plus des modalités, ni de l'origine de la finance, parce qu'il y a eu amplement de discussions à ce sujet. Je veux parler des responsabilités générales de ce Parlement, de chaque personne qui a été élue membre de ce Parlement et de la responsabilité du ministre des Finances et Receveur général puisque c'est lui qui a la plus grande responsabilité de la nation canadienne. C'est sur lui, sur ses épaules, que repose cette grande responsabilité.

Le Parlement du Canada, monsieur le président, qu'est-ce que c'est? C'est nous, chaque membre, M. le président, M. l'Orateur, le premier ministre, le député de Compton-Frontenac et les députés de toutes les autres circonscriptions du Canada. C'est cela le Parlement. Nous représentons la nation, les individus, les familles. Quelques-uns sont ministres, au fait, 26 sont ministres et forment le gouvernement du Canada. Et l'honorable ministre des Finances et Receveur général est celui qui est responsable de l'administration et de la mission confiées à la Banque du Canada.

Si une seule personne au Canada manque de quelque chose qui soit nécessaire à sa vie, à cause du manque d'argent, cette personne a le droit de se plaindre à son député, au ministre des Finances et Receveur général, à la Banque du Canada, mais surtout au ministre et à chacun des 265 députés, responsables de l'activité économique de tout le Canada.

Et des protestations, vous en entendez à longueur de journée. Vous n'êtes pas capables de sortir sans entendre des protestations de tous bords et de tous côtés. Tous les corps publics, tout ce qui compose l'économie, tous les cadres économiques ont des plaintes à porter, et ces plaintes ont toujours trait à la finance.

[M. Latulippe.]

Êtes-vous capables de trouver autre chose qu'une question de finance? Quand les ministres des provinces se réunissent ici, à Ottawa, avec le ministre des Finances et Receveur général, et avec le très honorable premier ministre (M. Pearson), que viennent-ils discuter ici, à Ottawa? Que viennent-ils chercher à Ottawa? Que veulent-ils obtenir d'Ottawa? Ils ne viennent pas ici pour discuter de génie civil, de transport, de production, d'organisations privées quelconques. Non, ils viennent ici pour avoir de l'argent, parce qu'à part l'argent, ils ont tout, ils ont les ingénieurs et tout ce qu'il leur faut pour bâtir le pays; ils ont des professeurs, des menuisiers pour bâtir les écoles. Mais, ils n'ont pas l'argent.

L'honorable ministre prétend que cela ne fait pas défaut, qu'on n'a pas de misère à trouver de l'argent. Comment se fait-il, si vous n'avez pas de misère à trouver le sang économique de la nation pour donner à chacune des provinces ce dont elles ont besoin, pour donner à chaque individu ce dont il a besoin pour vivre convenablement dans ce pays qui regorge de richesses, comment se fait-il que vous vous déchargiez de vos responsabilités comme cela? J'insiste beaucoup là-dessus parce que nous avons une part de ces responsabilités. C'est de nous que dépend l'économie de la nation.

• [5.50 p.m.]

Monsieur le président, au comité, j'ai adressé la parole au plus grand président des banques. J'ai même adressé la parole à un des plus grands financiers américains. J'ai aussi adressé la parole à des professeurs d'universités, aux plus notables économistes et experts en administration, aux présidents des plus grandes banques et des plus grandes associations de banquiers, de comptables, de courtiers en valeurs. Je me suis également adressé au gouverneur de la Banque du Canada, M. Louis Rasminsky, et à l'honorable ministre des Finances, au comité. Les questions que j'ai posées au comité n'étaient pas des questions drôles, mais des questions fondamentales. J'ai essayé de trouver et de connaître l'origine du dollar, quel était son cours, qui le mettait au monde, qui le faisait circuler, combien de fois il circulait dans l'année, qui «contrôlait» les masses monétaires et tout ce que vous voudrez. J'ai posé des questions sur tout cela, et j'ai eu des réponses fades et vagues. Quelques-unes étaient précises, mais la plupart étaient vagues.

Ensuite, monsieur le président, il y avait toujours quelqu'un qui intervenait à tout instant pour dire: L'honorable député enfreint le règlement! Le député devrait savoir que nous ne discutons pas là-dessus! Vous posez de belles questions, des questions profondes, des questions sentimentales, mais vous devriez attendre à plus tard pour les poser! On me